



Union Européenne



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL FEADER 2014-2020 POITOU-CHARENTES

GRILLES DE SELECTION

Version présentée au Comité de suivi pour avis

Consultation écrite du 25 novembre au 5 décembre 2019

Consultation sur les modifications des critères de sélection

Dans le cadre de la mise en œuvre des Programmes de Développement Rural (PDR) FEADER 2014-2020, il convient que l'autorité de gestion fixe par type d'opération, des critères pour la sélection des projets (article 49 du règlement FEADER 1305/2013).

Conformément au règlement FEADER, cette procédure de sélection ne s'impose pas aux mesures suivantes :

- Mesure 10 : Mesures Agroenvironnementales et Climatiques (MAEC)
- Mesure 11 : Agriculture biologique
- Mesure 12 : Paiements Natura 2000 et Directive Cadre sur l'Eau
- Mesure 13 : Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels (ICHN)

Après l'examen des conditions d'éligibilité définies dans le programme, les critères de sélection permettent de prioriser les projets afin qu'ils répondent le mieux aux objectifs des mesures actionnées. Ils visent à garantir l'égalité de traitement des demandeurs, une meilleure utilisation des ressources financières et le ciblage des mesures en conformité avec les priorités de l'Union et les besoins du territoire pour le développement rural.

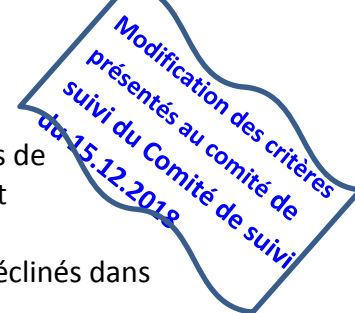
Dans le cadre de cette démarche et conformément au règlement FEADER, les critères de sélection et les grilles de notation pour la mise en œuvre des opérations cofinancées au titre du FEADER sont soumis à la consultation du comité de suivi.

4.1. INVESTISSEMENTS DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN CUMA

TO 4.1.3 PDR Limousin et PDR Aquitaine, TO 4.1.4 PDR Poitou-Charentes

Le FEADER soutient à travers cette aide, les investissements collectifs réalisés par des CUMA qui contribuent à réduire les charges de mécanisation dans les exploitations mais permet aussi d'accéder à du matériel plus performant d'un point de vue économique et environnemental.

Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection inscrits dans les Programmes de Développement Rural et déclinés dans les critères suivants :



| TO | Principes de sélection | Critères de sélection | Scores |
|-----|--|---|--------|
| 4.1 | Favoriser le renouvellement générationnel | Dossier* de 1 à 5 adhérents compris : au moins 1 NI** participant au dossier Dossier de 6 à 20 adhérents compris : au moins 2 NI participant au dossier Dossier au-delà de 20 adhérents : au moins 3 NI participant au dossier | 20 |
| | Favoriser les nouvelles pratiques agro-environnementales | Matériels et investissements environnementaux prioritaires**** dans le secteur végétal (cette catégorie de matériels devra représenter au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*) Matériels et investissements environnementaux prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier). | 80 |
| | | Matériels et investissements environnementaux non prioritaires**** dans le secteur végétal (cette catégorie de matériels devra représenter au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*) Matériels et investissements environnementaux non prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier). | 50 |
| | | Au moins 50% des adhérents, participant au dossier*, engagés dans le mode agriculture biologique ou dans une démarche de certification environnementale HVE | 30 |
| | | Projet lié à un GIEE Dossier* comprenant un projet*** soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide (le projet devra représenter au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier) Dossier* soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide (le projet devra représenter au moins 50% des investissements éligibles liés à l'objet du GIEE et retenus du dossier) | 30 |
| | | Dossier* de 1 à 5 adhérents compris : au moins 1 adhérent engagé dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 Dossier de 6 à 20 adhérents compris : au moins 2 adhérents engagés dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 Dossier au-delà de 20 adhérents : au moins 3 adhérents engagés dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 | 20 |

| | | |
|---|---|---------------|
| Favoriser la structuration et l'organisation de la CUMA | Création d'une nouvelle activité chaîne de mécanisation | 50 |
| | Projet inter CUMA (au moins 3 adhérents au projet issus d'une autre ou plusieurs autres CUMA que celle qui porte le dossier) | 20 |
| | Fusion, absorption depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier | 20 |
| | CUMA nouvellement créée (depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier) | 20 |
| | 1 nouvel adhérent participant au projet depuis moins de 2 ans dans la CUMA au dépôt du dossier | 20 |
| | Présence d'un emploi au sein de la CUMA (à partir de 0,5 ETP en CDI) | 20 |
| Favoriser le développement de l'élevage | Matériels prioritaires**** dans le secteur de l'élevage (cette catégorie de matériels devra représenter au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier) Matériels prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier). | 60 |
| | Matériels non prioritaires**** dans le secteur de l'élevage (cette catégorie de matériels devra représenter au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier) Matériels non prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier). | 50 |
| Favoriser les investissements liés aux contraintes géomorphologiques des ZM | Matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne (cette catégorie de matériels devra représenter au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier) (uniquement pour les territoires des PDR Aquitaine et PDR Limousin) Matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne (uniquement pour les territoires des PDR Aquitaine et PDR Limousin) et siège social de la CUMA en zone de montagne = zones agricoles défavorisées : zone haute montagne et montagne. | 80 |
| Favoriser la protection contre le gel en viticulture | Matériels pour lutter contre le gel (cette catégorie de matériels devra représenter au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier) | 60 |
| Seuil minimal de sélection | | 40 |

*Dossier : dossier administratif (peut comporter plusieurs projets)

* Dossier : dossier administratif (ne peut comporter qu'un seul projet, c'est-à-dire un ou plusieurs investissements relevant d'une seule des 5 catégories définies dans l'appel à projet (Matériels liés à l'élevage OU Matériels et investissements environnementaux liés au végétal OU Chaînes de mécanisation OU Matériels liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne OU Matériels spécifiques filières).

** NI : nouvel installé depuis moins de 5 ans à partir de la 1^{ère} inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation, avec ou sans DJA

*** Projet : un investissement acheté en commun par un groupe d'adhérents de la CUMA. Il peut y avoir plusieurs projets dans un même dossier administratif

**** Voir annexe en fin d'appel à projets

*** Voir annexe en fin d'appel à projets

Justification modification des critères de sélection : La Région Nouvelle-Aquitaine, en concertation avec les différents partenaires (Fédération Régionale des CUMA, autres financeurs) a choisi de modifier sur le prochain appel à projets prévu mi-octobre 2019 les critères de sélection du dispositif CUMA. Les évolutions proposées permettront également de se mettre en cohérence avec les autres dispositifs d'aides aux investissements (PVE, PME...) qui vont eux aussi évoluer prochainement.

Ainsi, tout d'abord la notion de dossier est redéfinie dans un esprit de simplification administrative et d'identification plus claire des projets déposés par les CUMA.

Une précision est apportée au critère GIEE de manière à ce que les investissements demandés correspondent bien à l'objet du GIEE.

Le critère additionnel (certification environnementale de niveau 2), à 20 points est abandonné car dans la logique de la feuille de route NEO TERRA mise en place par la Région récemment, le critère Haute Valeur Environnementale (HVE : certification supérieure de niveau 3) ou Bio est désormais priorisé et valorisé à 30 points.

Une précision est apportée au critère Zones de montagnes.

4.1 PLAN VÉGÉTAL ENVIRONNEMENT (PVE)

TO 4.1.3 du PDR Poitou-Charentes

Modification des critères
présentés au comité de
suivi du 13.05.19

Le FEADER soutient à travers cette aide, les investissements dans les matériels ou équipements à vocation environnementale dans le domaine des productions végétales. Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection inscrits dans les Programmes de Développement Rural et déclinés selon les critères suivants :

| Thématiques des principes de sélection du PDR | CRITERE | POINTS |
|--|--|----------------------|
| Environnement | 1. Engagement dans une démarche environnementale prioritaire, au choix : —Projet porté par une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) sur l'ensemble de l'atelier sur lequel porte plus de 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés au moment de la demande d'aide - Projet porté par une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) : Plus de 50% des dépenses éligibles retenues et plafonnées au moment de la demande d'aide doivent être pour des ateliers conduits en agriculture biologique (minimum 80% de la SAU des ateliers concernés doivent être conduits en agriculture biologique). - Projet porté par une exploitation engagée dans une certification environnementale de niveau 3 (Haute Valeur Environnementale, HVE) au moment de la demande d'aide | 720 |
| | 2. Plus de 50% de la dépense éligible retenue plafonnée hors frais généraux concerne du matériel 'irrigation' (cf. liste matériels en annexe 1) | 720 |
| | 3. Exploiter au moins une parcelle sur un Contrat eau qualité des Agences de l'Eau (Re-Sources, etc.) - cf. cartes 1 à 13 en annexe 2 | 400 |
| Favoriser les projets portés par des primo-bénéficiaires | 4. Projet porté par une exploitation n'ayant pas reçu de subvention publique au titre de l'opération « plan végétal environnement » depuis le 1er janvier 2017 | 150 |
| Environnement | 5. Plus de 50% de la dépense éligible retenue plafonnée hors frais généraux concerne du matériel 'phyto Priorité 1' (cf. liste matériels en annexe 1) | 100 |
| | 6. Projet porté par une exploitation engagée dans un collectif engagé dans l'agro-écologie et reconnu, au choix : - Projet soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide, sous réserve que le dossier porte majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés qui s'inscrivent dans le cadre du GIEE - Projet porté par une exploitation reconnue comme ferme des 30 000 ou ferme DEPHY (plan écophyto) au moment de la demande d'aide | 400 60 |
| | 7. Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale reconnue de niveau 2 sur l'ensemble des ateliers de son exploitation au moment de la demande d'aide | 60 |
| Favoriser le renouvellement générationnel | 8. Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI) au moment de la demande d'aide | 40 |
| Environnement | 9. Diagnostic d'exploitation réalisé par une structure compétente en agro-environnement et répondant au moins aux exigences présentées en annexe 3 de l'Appel à Projets/Candidatures au moment de la demande d'aide. | 20 |
| | Seuil minimal de sélection | 60 |
| | Plancher ultra-prioritaires | 670 |

Les projets ne seront pas obligatoirement accompagnés. Ils seront sélectionnés par ordre décroissant des notes. Les projets devront atteindre une note minimale de 60 points pour espérer être sélectionnés.

Justification de proposition de modification des critères de sélection :

Les enjeux environnementaux, de santé, sociaux et économiques liés à la réduction des pesticides se font de plus en plus prégnants, ainsi que ceux liés à la gestion quantitative de la ressource en eau. Aussi, la priorité est donnée aux exploitations engagées dans le mode de production biologique ou dans la démarche HVE ou faisant l'acquisition de matériel visant la réduction des prélèvements sur la ressource en eau. Les enjeux sur la qualité de l'eau sur les zones sensibles identifiées par les Agences de l'eau sont repris dans cette grille de sélection. Les points accordés aux exploitations engagées dans un collectif ont été revu à la baisse : bien que ces collectifs expérimentent et massifient des projets innovants, le niveau d'engagement n'est pas le même au niveau de l'exploitation que pour l'agriculture biologique ou HVE. Le prochain appel à projet sera ouvert sur deux périodes, un seuil d'ultrapriorité est donc remis.

7.6.5 Animation pour la mise en place des MAEC et développement de l'agriculture biologique du PDR Poitou-Charentes

Le FEADER soutient à travers cette aide, les actions d'animation, d'appui à la contractualisation et de communication nécessaires pour faire connaître, promouvoir et accompagner les agriculteurs dans le dispositif MAEC et/ou la conversion à l'agriculture biologique. Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection inscrits dans les Programmes de Développement Rural et déclinés dans les critères suivants :

| TO | Principes de sélection PDR PC | Principes de sélection PDR LIM | Critères de sélection harmonisés entre les PDR PC et LIM | Scores |
|-----------------------------------|--|--|---|--|
| 7.6 | Pertinence du territoire retenu par enjeu | Une démarche « multi-enjeux » | <ul style="list-style-type: none"> qualité du diagnostic, enjeu(x) identifié(s). | Total / 20 /10 /10 |
| | Stratégie d'animation | Un partenariat de qualité et une gouvernance claire | <ul style="list-style-type: none"> concertation, co-construction, modalités d'animation, acteurs impliqués, partenariats déployés (expertise agricole-eau-biodiversité), instances de pilotage, actions collectives pour plus de mobilisation suivi et évaluation... | Total /10 |
| | | Des modalités de suivi et d'évaluation | | |
| | Pertinence et niveau d'ambition des outils mobilisés | La cohérence des MAEC proposées et des mesures complémentaires prévues | <ul style="list-style-type: none"> MAEC proposées, combinaisons d'opérations, niveau d'exigence et adéquation avec le diagnostic de territoire, outils complémentaires mobilisés (formation, accompagnement technique des exploitants sur la durée d'engagement, investissements...) | Total / 40 /20 /15 /5 |
| | Dynamique de contractualisation | La cohérence du budget et des financements au regard des objectifs fixés | <ul style="list-style-type: none"> bilan des contractualisations sur les anciens territoires au regard des objectifs qui avaient été proposés sur les campagnes précédentes objectifs de contractualisation envisagés (surfaces et nombre de dossiers), fixation d'un taux minimal de surface engagée par exploitation, modalités de sélection des dossiers individuels... | Total /30-20 /10 /5 /5 /10 |
| Seuil minimal de sélection | | | | 50-45 |

Justification des modifications de critères de sélection : le critère que l'Autorité de gestion propose de supprimer est inéquitable car il crée une distorsion entre anciens et nouveaux PAEC.

En effet, avec la notation actuellement en vigueur, les dossiers sont notamment jugés sur un bilan des contractualisations noté sur dix points.

Les anciens dossiers peuvent présenter un bilan mais les nouveaux ne le peuvent pas, une note de zéro leur est ainsi de fait attribuer sur ce critère.